

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 24 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur 

Centrale Éolienne du Couloumi

lieux-dits De Loubosc et Laurede
11360 VILLESEQUE-DES-CORBIERES

Références : UID11/66-C3-2022-585
Code AIOT : 0006605545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 juin 2022 dans l'établissement de la société Centrale Eolienne du Couloumi implanté lieux-dits De Loubosc et Laurede à VILLESEQUE-DES-CORBIERES (11360). L'inspection a été annoncée le 9 juin 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centrale Eolienne du Couloumi
- lieux-dits De Loubosc et Laurede 11360 VILLESEQUE-DES-CORBIERES
- Code AIOT : 0006605545
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 2 aérogénérateurs).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite du 14 avril 2015,
- Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté complémentaire du 24 août 2015 et l'arrêté du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 24/08/2011, article 9	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	/	Sans objet
12	Déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte l'essentiel des dispositions contrôlées.

Toutefois, certains écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant la gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le

contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : L'exploitant a fourni les derniers rapports de contrôle visuels de mise à la terre.
Toutefois, l'exploitant n'a pu justifier la réalisation des contrôles avec mesure de la continuité électrique devant être réalisé tous les deux ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
Constats : L'exploitant a fait réaliser un suivi environnemental en 2019 par le bureau d'étude ALTIFAUNE qui conclut en l'absence d'impact significatif. Le prochain suivi doit être réalisé avant fin 2029.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Le rapport de suivi environnementale mentionne qu'il respecte le protocole de 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité » créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données

est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a pu fournir les justificatifs du versement des dernières données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental dans l'outil de téléservice de « dépôt légal de données de biodiversité ».
Il serait pertinent de déposer les données antérieurement acquises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
Constats : L'exploitation a fourni plusieurs documents. Aucun de ces documents ne concerne la formation portant sur les risques accidentels des intervenants sur ce parc. Ces documents ne sont pas mis en lien avec les dispositions de la section 5 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Par ailleurs, aucun de ces documents ne justifie que le personnel connaît les procédures à suivre en cas d'urgence. Enfin, l'exploitant a transmis deux comptes-rendus d'exercices d'entraînement qui ont eus lieu sur d'autres parc en France et, a priori, ne concerne pas les intervenants sur le parc du Couloumi.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant n'a pas pu fournir de registre. Par ailleurs, il a transmis un fichier concernant le planning des tests pour 2022 pour l'ensemble de la France et par région.

Chaque parc a ses spécificités, par conséquent, les exercices doivent être réalisés sur chaque parc avec le personnel intervenant concerné.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur E2 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose du manuel d'entretien pour ces installations. Toutefois, ce document est en Anglais et n'a donc pas pu être contrôlé. L'article 2.3-I prescrit que, par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. Toutefois, il semble opportun que l'exploitant dispose d'une version en français.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre, où sont consignées les opérations de maintenance, qui est en rempli soit en anglais/allemand soit en français. Pour rappel, l'article 2.3-I prescrit que les documents, autres que le manuel d'entretien, les

documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service et les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020, et établis avant le 30 juin 2020, doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022.

Par ailleurs, ce registre ne comporte pas les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchet

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier que les installations destinataires de ses déchets pour traitement sont régulièrement autorisées à cet effet

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Lorsque des mesures sont effectuées pour vérifier le respect des présentes dispositions, elles sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.

Constats : L'exploitant a fourni un rapport de mesures acoustiques de 2009, antérieur à l'arrêté du 26 août 2011.

Ce rapport conclut à la nécessité de mettre en place un bridage acoustique. L'exploitant n'a pas fait de contrôle pour s'assurer que le bridage mis en place permet de respecter les valeurs limites d'émergence. L'exploitant doit réaliser une campagne de mesures sonores.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L. 541-2

Thème(s) : Risques chroniques, Élimination

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à

un tiers.
Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<p>Constats : Les bordereaux de suivi de déchets contrôlés n'étaient pas au nom de l'exploitant ni à l'adresse du parc éolien qui est le producteur du déchet mais au nom du maintenancier ou d'une autre société.</p> <p>Il a été rappelé que le producteur du déchet est bien l'installation autorisée à exploiter le parc éolien.</p> <p>Par ailleurs, dans certains bordereaux de suivi de déchets (BSD), l'opération, mentionnée dans la case 11, n'était pas une opération d'élimination ou de valorisation finale du déchet, par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale. Normalement dans ce cas-là, la case 12 du BSD et éventuellement des cases suivantes doivent être remplies.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet